



FÉDÉRATION INTERJURASSIENNE
DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT

BULLETIN
D'INFORMATION
DE LA FICD

TRIMESTRIEL - N°31
04 MARS 2016

Jeunes filles à l'école, Vietnam.
© Tuan Nguyen/ EFARreport

DOSSIER

LA SCOLARITÉ ET L'ÉDUCATION, BASE DU DÉVELOPPEMENT

PAGES 2-3

« ... le nombre d'enfants et d'adolescents non scolarisés a chuté de près de la moitié depuis 2000. Près de 34 millions d'enfants supplémentaires ont pu accéder à l'école... »

RAPPORT MONDIAL DE SUIVI
SUR L'ÉDUCATION POUR TOUS,
ÉDITION 2015

PP MOUTIER

LA SCOLARISATION DES ENFANTS EN PRIMAIRE PROGRESSE DANS LE MONDE MAIS DES EFFORTS RESTENT À FAIRE !

Lors du Sommet sur les Objectifs du développement durable (ODD) du 25 septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme qui comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face aux changements climatiques d'ici à 2030. L'objectif n°4 des ODD vise à garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Plus tôt, le « Rapport mondial de suivi sur l'éducation », publié par l'UNESCO, décrit un bilan plutôt décevant sur l'évolution 2000-2015, malgré certains progrès accomplis. En 2015, près de 58 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont toujours pas scolarisés.



Al-Gamya Al Khairya Ecole pour garçons à Gizeh, Egypte .
© Unesco.org Magali Corouge / Documentography / EFARreport

Un rappel s'impose : l'éducation est un droit pour tous. Mais cela reste encore un droit inaccessible pour des millions de filles et de garçons dans le monde. Ce droit à l'éducation consiste à faire bénéficier les enfants d'un enseignement primaire de qualité. Ce droit a été proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et dans la Convention relative aux droits de l'enfant (1989).

2000-2015, un bilan en demi-teinte

Le « Rapport mondial de suivi sur l'éducation » revient sur les performances des engagements pris par 164 pays, en 2000, lors du Forum mondial sur l'Éducation à Dakar, au Sénégal. Quinze ans après le rendez-vous africain, le résultat de l'objectif n°2, « Enseignement primaire universel - Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques,

aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme », est mitigé. 62 % des pays signataires ont atteint ou s'approchent de l'objectif fixé. Les 38 % restant étant loin ou très loin du but.

Des avancées dans le domaine de la parité

Des progrès sont pourtant à signaler. Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a diminué de façon spectaculaire. De 100 millions au début de ce siècle, ils ne sont « plus que » 58 millions en 2015.

Différentes politiques ont permis ces améliorations : un cadre législatif qui rend la scolarité obligatoire, la construction d'infrastructures et surtout la suppression des frais de scolarité. Cette dernière mesure a entraîné une forte augmentation de la scolarisation, bien qu'il ait été difficile pour certains gouvernements de mobiliser les ressources nécessaires. La scolarité est désormais gratuite dans la majorité des pays, du moins en principe. En pratique, la scolarité est rarement gratuite. Des actions sont menées pour supprimer les frais annexes qui pèsent sur le budget des familles : transports, repas scolaires ou encore les uniformes scolaires.

Les avancées les plus importantes ont été réalisées dans le domaine de la parité entre les sexes, notamment au niveau de l'éducation primaire : 66% des pays ont atteint la parité entre les sexes. Pour le tiers restant, les filles, en particulier les plus pauvres, ont toujours des difficultés à accéder à l'école primaire. Les estimations démontrent que la moitié des filles non scolarisées, soit près de 15 millions d'enfants, contre un peu plus d'un tiers des garçons, ne mettront jamais les pieds dans une salle de classe.

RESSOURCES DOCUMENTAIRES POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE

Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous (EPT), 2000-2015, progrès et enjeux, <http://fr.unesco.org/gem-report>

17 Objectifs pour transformer notre monde, www.un.org/sustainabledevelopment/fr

Forum mondial sur l'éducation 2015, <http://fr.unesco.org/world-education-forum-2015>

Éditorial

L'année qui vient de s'écouler marque une étape importante pour la FICD. En effet, lors de l'assemblée générale de novembre 2015, les membres de la fédération ont pris congé de notre président fondateur, Gabriel Nusbaumer,



qui a quitté sa fonction après plus de vingt ans d'engagement sans faille. En grande partie grâce à son dynamisme et à sa ténacité, la structure, entièrement bénévole et sans moyen à ses débuts, est devenue une fédération inter-cantonale reconnue et estimée, notamment de la DDC, des cantons du Jura et de Berne, dotée aujourd'hui d'un secrétariat professionnel épaulé par nombre de personnes motivées au sein de ses instances. J'aimerais ici le remercier d'avoir mis ses compétences et son énergie durant toutes ces années au service de la FICD.

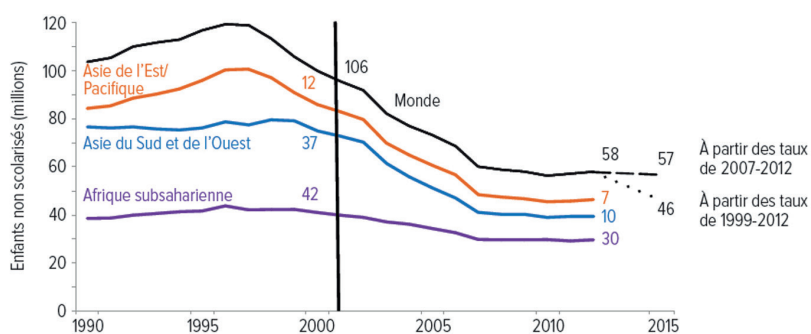
Avec son successeur, Olivier Girardin, la fédération est en bonnes mains pour aborder son avenir dans la continuité, avec un regard neuf et de nouvelles forces. C'est que les défis ne manqueront pas. 2016 verra l'élaboration du plan stratégique 2017-2020, qui servira notamment de base aux négociations avec les partenaires institutionnels de la FICD. La fédération n'existe que par et pour ses organisations-membres. C'est pourquoi elles sont intimement associées au choix des axes de la future stratégie de leur fédération. Bien entendu, l'agenda 2030, dont les 17 objectifs de développement durable viennent d'être adoptés par 193 Etats, sous-tendra cette réflexion et guidera toutes les personnes impliquées, soucieuses de construire un monde meilleur.

Le 4^{ème} objectif de développement durable vise à « assurer l'accès à tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». C'est précisément ce thème qui sera le fil conducteur du bulletin d'information de la FICD tout au long de cette année. L'accès à tous à l'éducation est en effet une condition indispensable à l'autonomie et au développement. Vous découvrirez à travers les pages de cette édition comment les associations de la FICD mettent en œuvre cet objectif dans leurs projets. Je vous souhaite une bonne lecture et encore une heureuse année solidaire ●

ISABELLE BOEGLI

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FICD
www.ficd.ch

Enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'enseignement primaire, monde et régions sélectionnées, 1990-2012 et 2015 (projection)



Sources : Base de données de l'ISU ; Bruneorth (2015).

Des défis persistants

A cause de la mauvaise qualité de l'apprentissage au niveau primaire, trente-quatre millions d'enfants quittent l'école sans avoir acquis les compétences de base. De plus, le pourcentage d'élèves qui atteint la dernière classe de l'enseignement primaire n'a pas progressé ces 15 dernières années (64 % en Asie du Sud et de l'Ouest, 58 % en Afrique subsaharienne).

Parmi les freins à l'éducation, les conflits demeurent un obstacle majeur. 36 % des enfants non scolarisés vivent dans une zone touchée par un conflit. Les établissements scolaires y sont régulièrement victimes d'attaques armées ; les filles sont particulièrement vulnérables.

De l'Éducation pour tous à Éducation 2030

« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », tel est le libellé du 4^{ème} des 17 Objectifs pour le développement durable (ODD). Mener à bien une éducation de qualité pour tous confirme la conviction selon laquelle l'éducation est l'un des piliers les plus solides et éprouvés du développement durable. Cet objectif souhaite que toutes les filles et tous les garçons suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit d'ici 2030.

Quelques mois avant l'adoption des ODD, en mai 2015 à Incheon en République de Corée, l'UNESCO, a organisé le Forum mondial sur l'éducation. Au terme du forum, une déclaration commune des participants étend la vision de l'éducation et l'ajuste à l'évolution de ces

dernières années. L'égalité des chances (équité), l'inclusion sociale et la qualité (de l'éducation) font l'objet d'une attention particulière et la notion « d'alphabétisation » englobe désormais, à côté de lire et écrire, des compétences comme les mathématiques courantes ou l'utilisation d'un ordinateur.

L'éducation pour une société meilleure

L'éducation et la formation concernent les activités de la quasi-totalité des associations membres de la FICD. Chacune, avec des moyens et des objectifs collant à la réalité de leurs terrains d'intervention, contribue à la réalisation du 4^e des objectifs du développement durable. Certaines soutiennent financièrement les familles, d'autres bâtissent des internats ou des écoles incluant des projets pédagogiques élaborés. Le socle commun à ces projets : offrir un avenir à tous les enfants.

L'éducation est le meilleur investissement possible pour une société. Elle contribue notamment à la rendre plus démocratique, pacifique et égalitaire. L'éducation est un facteur important de protection des enfants contre les formes de travail dangereux et l'exploitation. A l'image du carnet de note redouté par de nombreux élèves, le « Rapport mondial de suivi sur l'éducation » délivre une note encourageante aux gouvernements mondiaux : « Progrès possibles ». Les efforts à entreprendre et les défis sont nombreux, mais les clés du succès sont connues ●

BRUCE RENNES

CHARGÉ DE PROJETS, FICD
www.ficd.ch

NOUVELLES DE NOTRE SOUTIEN SCOLAIRE PAR « LES KITS SCOLAIRES »

Dans la région très retirée d'Idiofa, en RDC, les parents doivent payer une taxe et un équipement à leurs enfants pour aller à l'école. Un élève doit donc avoir un uniforme et un cartable ainsi que des cahiers et des crayons.



Pour bien des familles défavorisées, ces frais sont au-dessus de leurs moyens. Beaucoup d'enfants ne sont donc pas scolarisés. Au commencement de notre association, en 2011, nous avons pu soutenir la scolarisation de 20 enfants grâce à des parrainages « Kits scolaires ». Un kit contient le matériel d'école, l'uniforme et les sandales, ainsi qu'un sac d'école. Aujourd'hui, ce sont 50 élèves qui vont à l'école. Notre but est de les accompagner jusqu'à la fin de leur cursus scolaire.

Nous suivons chaque élève en visitant sa famille une fois par mois. Pour nous, il est important que les parents « jouent le jeu » d'envoyer régulièrement l'enfant à l'école. Les résultats sont là : l'année passée, nos

élèves ont obtenu un taux de réussite de 85% (suivi des cours et notes). Lorsque l'enfant ne va plus à l'école par négligence, il doit céder sa place à un autre.

Nous sommes très motivés à encourager l'éducation, c'est un des meilleurs moyens d'endiguer la pauvreté. Donc l'aide au soutien alimentaire et social que notre association offre également dans cette région doit absolument n'être qu'une transition vers un développement et une autonomie que les personnes peuvent trouver par l'éducation ●

Kit scolaire : frs 35.- par année

Compte postal: 12-655428-9 Kitunga Lutondo (Panier d'Amour), La Heutte

IBAN CH06 0900 0000 1265 5428 9

Grâce aux kits scolaires de l'association, les enfants disposent d'un équipement complet pour se rendre à l'école.

© Panier d'Amour

RUTH KONRAD

COMITÉ DE PANIER D'AMOUR
www.panierdamour.org

LA DIFFICILE TRANSITION ENTRE LA PRIMAIRE ET LE SECONDAIRE

Le vendredi 5 février, l'Assemblée générale de l'association Amitié Suisse-Kenya est revenue sur l'activité de six civilistes suisses qui ont séjourné à l'orphelinat St. Catherine et qui ont apporté une aide précieuse à notre institution. Ce fut également l'occasion d'aborder les difficultés rencontrées par l'organisation.



Les bénéficiaires de l'association participent à une animation d'un civiliste suisse. ©Jonathan Fleury

Le travail et l'engagement de nos volontaires a pleinement contribué à l'animation de l'orphelinat. D'une part grâce à l'organisation d'une course à pied et, d'autre part, avec l'amélioration de nos jardins. En effet, nous produisons nos propres légumes, nous avons plus de 300 arbres fruitiers et nous disposons d'œufs frais ainsi que de lait produit par nos propres vaches.

Ces belles activités ne doivent pas masquer les difficultés auxquelles nous faisons face. En effet, si l'école primaire au Kenya est gratuite, les frais annuels annexes, tels que l'uniforme, les livres et les examens nous coûtent

environ CHF 250.- par élève. Une somme supportable et prise en charge par l'association. En revanche, les frais de scolarité de l'école secondaire sont évalués à CHF 1'200.- par élève et par an. Ce montant est devenu difficile à assumer pour notre organisation, notamment en raison des engagements non tenus par le gouvernement kenyan et de l'essoufflement de nos parrains. En septembre, lors d'une Assemblée générale extraordinaire réunissant l'entourage des orphelins et les enfants eux-mêmes, notre président Henry Otieno a pris une décision très douloureuse : celle de se séparer des jeunes qui fréquentent l'école secondaire.

Un drame qui nous oblige à dire au-revoir à plusieurs enfants, dont certains étaient parmi nous depuis plus de 10 ans. Nous forgeons l'espoir que les années passées auprès de notre équipe et que l'éducation reçue les accompagneront tout au long de leur vie et leur serviront à affronter les difficultés à venir ●

JEAN-PIERRE MAÎTRE

SECRÉTAIRE AMITIÉ SUISSE-KENYA
www.skda.org

ORPHELINAT AURORE HAPPY HOME : L'ÉCOLE DE LA VIE

L'éducation est pour l'enfance ce qu'est l'eau pour une plante. Dans la réserve de Mudumalai, l'eau fait verdoyer les collines du Nilgris dans le sud de l'Inde. Malheureusement, l'éducation n'est pas distribuée avec la même abondance et seule une partie des enfants a droit à une scolarité adéquate.



*Portrait d'une bénéficiaire de la fondation.
©Fondation Aurore Happy Home.*

Voilà l'une des principales raisons d'être de l'orphelinat de la Fondation Aurore Happy Home : donner une chance à des enfants de familles pauvres, souvent orphelins ou semi-orphelins, d'ouvrir des portes qu'ils n'auraient pu franchir seuls.

Dans cette région reculée, le système des castes est toujours bien en place et chacun est sensé y rester. Catherine Weissbaum, fondatrice et présidente d'Happy Home, l'a d'ailleurs directement vécu, en voyant une

bourse d'études refusée au meilleur élève de sa volée, Saravanan, ou en l'entendant de la bouche même du mécène de l'école où sont scolarisés les enfants d'Happy Home.

Cependant, les enfants font fi de ces contraintes et utilisent l'opportunité qui leur est donnée pour tracer leur propre route. En travaillant dur durant leur scolarité obligatoire, ils s'ouvrent les portes des collèges et écoles des métiers des villes alentours, que ce soit en informatique, en management, en ingénierie, ainsi qu'en menuiserie, en méca-

nique ou en infirmerie.

Mais aucun n'oublie que l'orphelinat fut pour eux une école de vie, où les bases de l'entraide, du respect et de l'amour leur ont été transmises. C'est pourquoi, à chaque période de vacances, les collégiens remontent dans les collines du Nilgris pour revoir tous leurs bien nommés « Brothers » and « Sisters » ●

GUILLAUME RÉRAT

FONDATION AURORE HAPPY HOME
www.aurorehappyhome.ch

L'ÉDUCATION EN HAÏTI EST CONSIDÉRÉE COMME LA SEULE VRAIE CHANCE DE SORTIR DE LA MISÈRE



Haïti est l'un des États les plus fragiles du monde et n'a actuellement pas la capacité de gouvernance nécessaire pour permettre à ce pays de briser le cycle de la pauvreté.

Le contraste est saisissant entre les conditions de vie et le sourire des enfants bénéficiaires de l'Aide Suisse à l'Enfance Haïtienne. ©ASEH

Un petit conte qui porte à réflexion : dans un pays tropical, un immense incendie s'était déclaré dans une forêt. Presque tout le monde avait baissé les bras. Seul un colibri faisait des allers et retours en apportant chaque fois une goutte d'eau dans son bec pour éteindre l'incendie. « Ça ne sert à rien » lui disait-on. Et le colibri de répondre : « ce que je fais représente bien peu mais j'apporte ma part ».

L'Aide Suisse à l'Enfance Haïtienne est une petite association qui apporte sa part en soutenant « La Maison de l'Espérance » dans l'éducation des enfants particulièrement défavorisés des quartiers pauvres, spécialement dans le bidonville de Cité Soleil, à Port-au-Prince, la capitale. Cité Soleil compte environ 300'000 habitants et porte bien son nom, car il n'y a « pas d'arbres pour faire de l'ombre » ●

PAUL SENN

PRÉSIDENT DE L'AIDE SUISSE
À L'ENFANCE HAÏTIENNE
www.jurhaiti.ch



ENTRETIEN :

OLIVIER GIRARDIN, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION INTERJURASSIENNE DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT

Membre de la Commission technique de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement depuis 2012, Olivier Girardin a été élu président de la fédération lors de l'Assemblée générale du 26 novembre 2015. En vingt ans d'existence de la fédération, il n'est que le second président à accéder à cette fonction. Olivier Girardin est né en 1965, marié et père de trois enfants. Il revient sur son parcours, et plus particulièrement sur ses expériences, ainsi que sur sa vision de la FICD.

M. Girardin, vous avez été élu le 26 novembre 2015 à la présidence de la FICD. Vous avez pris vos fonctions le 1^{er} janvier. Quelles sont vos premières impressions ?

Les premières impressions sont bonnes et très positives. Je sens de l'engagement de la part du comité et des différentes commissions ainsi que du secrétariat et des organisations-membres. La FICD est une structure bien en place, qui dispose déjà d'une solide expérience d'une vingtaine d'années, et qui fédère les ONGs actives sur des questions de développement dans les pays de l'Est et du Sud. L'actualité de ces derniers mois nous montre que nous avons plus que jamais besoin de faire preuve d'ouverture et qu'il est important d'éviter le repli sur soi.

Quelles sont les motivations qui vous ont poussé à accepter ce mandat ?

Nous sommes dans un monde globalisé qui fait face à des défis de taille. Je pense ici au réchauffement climatique, aux migrations et aux réfugiés qui en sont victimes. La population de l'Afrique passera à 2 milliards d'habitants d'ici 2050. Je vous laisse imaginer ce que cela implique comme défis à relever en terme de développement. On peut s'attendre à des conditions de plus en plus strictes au niveau du contrôle des mi-

grations, ce qui est compréhensible et malheureusement inévitable. Il est donc urgent, dans le même temps, de faire preuve de solidarité et de soutenir les actions de développement dans les pays en développement et en Afrique tout particulièrement. L'actualité tragique du Burkina Faso a touché la Suisse. La réponse à de tels actes de barbarie est de poursuivre et d'intensifier la collaboration en soutenant les ONGs actives localement.

Mon expérience personnelle de 12 ans en Afrique dans la recherche scientifique en partenariat pour le développement m'a motivé à accepter ce mandat. J'ai pu mesurer l'importance de la formation et du partenariat comme moteur d'un développement durable. Il est essentiel d'investir dans la formation, dans la santé, dans la protection de l'environnement et dans l'agriculture. Les projets soutenus par les ONGs membres de la FICD soutiennent ce type d'actions.

Quel est votre parcours ?

J'ai grandi sur une exploitation agricole à Cornol, où j'ai suivi mes classes primaires, avant de faire le lycée à Porrentruy et ensuite d'enchaîner avec le CFC d'agriculteur à Courtemelon. J'ai ensuite continué mes études à l'EPFZ en agronomie et j'ai terminé ma formation d'ingénieur agronome avec une spécialisation en production végétale et un travail de diplôme sur le cacao au

CABI, à Londres. J'ai ensuite effectué une thèse de doctorat en Côte d'Ivoire, qui portait sur l'amélioration de la conservation de l'igname en milieu villageois. L'igname est une culture vivrière de base en Afrique de l'Ouest. Au cours de ces 4 ans passées au Centre suisse de recherches scientifiques en Côte d'Ivoire (www.csrs.ch), j'ai pu m'imprégner de la réalité rurale en Afrique et surtout mesurer l'importance du partenariat et de la formation. Il n'y a pas de solution toute faite pour assurer un développement durable. Il s'agit de travailler localement avec les populations et les institutions locales et régionales. L'échange culturel est un élément clef, on a autant à apprendre que ce que l'on peut apporter. Il ne faut pas oublier que l'Afrique subit déjà pleinement les conséquences du réchauffement climatique, qui a surtout été causé par les pays industrialisés. Nous avons donc une responsabilité dans la recherche de solutions.

Et ensuite ?

Après ma thèse de doctorat, j'ai eu l'occasion de séjourner durant six mois au Nigéria, à l'Institut International d'Agriculture Tropical d'Ibada, où j'ai poursuivi mes recherches sur l'igname. Je suis ensuite retourné en Côte d'Ivoire, où j'ai été nommé directeur du CSRS, fonction que j'ai exercée durant six ans, de 1998 à 2004. J'ai eu la chance de travailler dans cet endroit exception-

nel, avec des personnes exceptionnelles, qui conduisaient des recherches sur des sujets très variés, de la botanique à l'étude du comportement des singes et des chimpanzés, mais également sur des questions de santé, d'urbanisation et d'amélioration de la sécurité alimentaire. La Côte d'Ivoire a traversé durant cette période une phase de crise, avec un coup d'état en 2000, et ensuite une guerre civile, avec une partition du pays. Cette crise s'est achevée en 2013, la situation s'est depuis stabilisée. Le CSRS est une des rares institutions internationales qui est toujours restée active, cela en raison des liens très forts qui ont été tissés depuis sa création en 1951. Je souligne ce point pour montrer l'importance d'une action dans la durée. Ce ne sont pas tellement les montants investis qui sont importants, mais bien plus d'assurer une collaboration et des partenariats sur le long terme. C'est, à mes yeux, un point extrêmement important dans les projets qui visent à soutenir le développement. La dimension du partenariat étant la 2^{ème} composante clef. Je suis rentré en Suisse en 2004 avec ma famille et j'ai été nommé à ce moment-là directeur de la Fondation rurale interjurassienne (FRI).

Depuis mon retour, j'ai maintenu les contacts avec le CSRS et je fais partie de son conseil de fondation. J'apporte également un appui au projet de développement rural au Cameroun et à l'Institut Agricole d'Obala (IAO), en tant qu'expert et conseiller pour le Canton du Jura. L'IAO au Cameroun a une mission proche de celle de la FRI dans le Jura et le Jura bernois. C'est un centre de formation agricole et de développement rural d'un excellent niveau et qui oriente ses actions sur la formation professionnelle de jeunes agriculteurs en mettant l'accent sur l'entrepreneuriat et l'installation des jeunes formés.

Comment allez-vous concilier votre fonction de directeur de la Fondation rurale interjurassienne (FRI) avec votre engagement à la présidence de la FICD ?

La FICD est bien en place. Je vois mon rôle surtout dans les orientations stratégiques et dans le renforcement des relations avec le Canton du Jura, avec le Canton de Berne et la DDC. L'échange avec les autres fédérations est également important. Je pense également qu'il y a des synergies à développer avec certaines activités de la FRI. Je pense particulièrement à la formation agricole et au développement rural.

Quels sont les axes principaux que vous souhaitez développer pour la FICD ces prochaines années ?

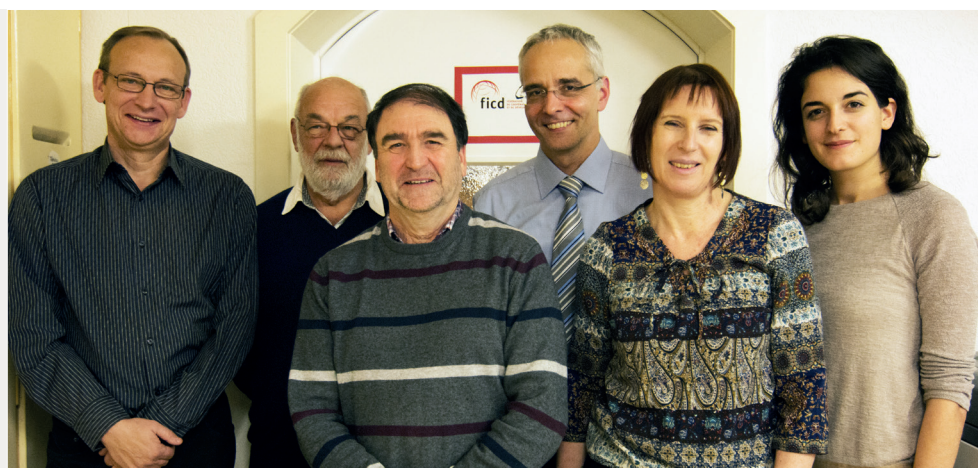
La première priorité sera d'assurer le maintien du soutien du Canton du Jura et du Canton de Berne, par l'intermédiaire du CJB et de la DDC. Il est essentiel que le Canton du Jura continue de s'impliquer dans la coopération au développement et qu'il soutienne les activités de la FICD et de ses membres. Je souhaite également que la FICD développe son réseau et qu'elle poursuive ses actions de formation et de soutien de ses membres. Nous avons un rôle à jouer dans la sensibilisation de la population du Jura et du Jura bernois aux problématiques de développement. Nous vivons sur un village planétaire et nous ne pouvons pas ignorer ce qui se passe au Sud. Les actions de sensibilisation dans les écoles sont également à maintenir et à développer. Je souhaite également que nous puissions définir notre stratégie de manière participative, avec nos organisation-membres, en nous appuyant sur les 17 objectifs de développement durable pour 2030, qui doivent guider nos actions ⁽¹⁾.

Le thème principal de ce bulletin d'information est l'éducation. Quelle est, selon vous, son importance dans la coopération et le développement ?

«Quand un homme à faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que lui donner un poisson.» Cette citation de Confucius illustre à merveille l'importance de la formation. Une formation de qualité est essentielle au développement, cela correspond à l'objectif 4 de développement durable pour 2030 « d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Commençons par les mauvaises nouvelles en matière d'éducation. La pauvreté, les conflits armés et d'autres situations d'urgence empêchent de nombreux enfants à travers le monde d'aller à l'école. Dans les pays en développement, les enfants des familles les plus pauvres ont en réalité quatre fois plus de risques d'être privés d'enseignement que leurs camarades issus des familles les plus riches. Mais il y a également des bonnes nouvelles. Depuis 2000, d'immenses progrès ont été accomplis vers la réalisation de l'objectif de l'accès universel à l'enseignement primaire. Dans les pays en développement, le taux de scolarisation en primaire s'élève désormais à 91 %, un bon score selon les critères de n'importe quel établissement scolaire.

Il nous faut aujourd'hui viser plus haut et atteindre, entre autres, l'objectif d'assurer l'éducation primaire et secondaire pour tous, ainsi que de proposer des formations professionnelles abordables et l'accès à l'enseignement supérieur ●

⁽¹⁾ www.un.org/sustainabledevelopment



Le comité 2016 de la Fédération injurassienne de coopération et de développement (de G. à D.) Jean-Baptiste Beuret, Jean-Pierre Maitre (Président de la Commission d'information), Denis Cattin (Président de la Commission technique) Olivier Girardin, (Président) Claire Jeannerat-Wade et Maurane Riesen. Sur la photo, manque Julien Sauvain. © B. Rennes

ATELIERS ET FORMATIONS 2016

FORMATION INTERCULTURELLE, SAMEDI 23 AVRIL 2016

Le cours de communication interculturelle, animé par Véronique Schoeffel, est organisé chaque printemps, en collaboration avec l'EMS2. Il est ouvert à toute personne souhaitant améliorer ses compétences d'écoute et de rencontre de l'autre, ici et ailleurs.

Objectifs de la journée :

- Comprendre les notions de base de la communication interculturelle.
- Différencier trois styles de communication verbale ainsi que trois-quatre orientations de valeurs culturelles.
- Identifier sa manière de communiquer.
- Développer ses compétences au niveau de la communication non verbale.
- Définir le choc culturel et identifier diverses stratégies pour le gérer.
- Etablir les liens entre les apports théoriques et la pratique des participant-e-s.

Véronique Schoeffel a étudié à l'IUED à Genève, son master en communication interculturelle vient de Portland. Véronique possède une grande expérience du terrain. Elle a travaillé dans la formation d'adultes en Afrique du Sud durant 5 ans, dans l'alphabétisation et dans la formation au leadership. Depuis, son travail se situe toujours à l'interface de la coopération, de la communication interculturelle et du développement communautaire. Elle a été collaboratrice à CINFO durant 16 ans. Travaille maintenant comme consultante indépendante.

ATELIER « MON ORGANISATION S'ESSOUFFLE – UNE FATALITÉ OU UNE CHANCE ? », 22 OCTOBRE 2016

Animé par Denis Cattin, membre du comité de la FICD et président de la Commission technique.

Les organisations d'aide au développement sont créées, par une ou plusieurs personnes, dans le but d'apporter des solutions ou des appuis à des groupes de population plus défavorisés. Au départ, ces organisations agissent le plus souvent sur un coup de cœur, puis s'organisent, voire s'institutionnalisent, et fonctionnent, parfois durant de nombreuses années, selon des règles internes fortement imprégnées par la personnalité du ou des fondateurs.

Au cours du temps, l'augmentation des activités, leur complexité grandissante, le vieillissement des meneurs de l'organisation et la difficulté à recruter de nouveaux membres créent un déséquilibre dans le fonctionnement de l'association, qui entraîne à son tour d'autres difficultés aux niveaux des personnes et du fonctionnement.

L'atelier a pour objectif d'analyser les enjeux des changements internes et des évolutions externes qui influencent le fonctionnement d'une association.

De manière spécifique, au terme de l'atelier, les participants, seront à même :

- d'apporter un regard neuf sur la situation de leur organisation,
- de comprendre la pertinence de mener un diagnostic organisationnel,
- d'évaluer les besoins en ressources humaines pour réaliser leurs actions.

Agenda

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FICD

Jeudi 17 mars 2016

La FICD tiendra son Assemblée générale de printemps le jeudi 17 mars 2016 à 19h30.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'OVR

Samedi 16 avril 2016, Moutier

L'Assemblée générale d'Opération Villages Roumains - Suisse se déroulera à Moutier le 16 avril 2016 avec les autorités de Crucea et Chiril ainsi que les Ambassadeurs des pays concernés.

CIP SOLIDAIRE

Dimanche 22 mai 2016, Tramelan

Pour la quatrième année consécutive, la FICD participera à CIP Solidaire, au CIP à Tramelan. Cette manifestation réunira une quinzaine d'associations caritatives qui tiendront un « marché » pour présenter leurs activités à la population.

ABONNEMENT VOLONTAIRE :

Pour rappel, vous pouvez nous soutenir en contractant volontairement un abonnement annuel de CHF 30.-.

Nous tenons à remercier les généreux lecteurs qui nous ont déjà apporté leur contribution.

IBAN : CHF 67 8000 2000 0021 2799 6

PROCHAINE PARUTION

BULLETIN N°32 :

ENSEIGNER AUX ADULTES

Alphabétisation, formation des adultes et des femmes en particulier, etc.

Parution : le 20 mai 2016

Textes et photos à remettre par courriel, à b.rennes@ficd.ch avant le 18 avril 2016

Impressum

Le bulletin de la FICD paraît quatre fois par an.

Commission d'information :

Eugénie Bron, Emilie Vuilleumier, Jacqueline Parrat, Jean-Pierre Maître, Bruce Rennes.

Tirage total : 1000 exemplaires. Disponible sous format électronique sur www.ficd.ch.

FICD, Fédération interjurassienne de coopération et de développement
Place de la Poste 3 - 2800 Delémont 1

+41 32 422 88 36 - info@ficd.ch / www.ficd.ch

LE DÉTAIL DE NOS FORMATIONS ET ATELIERS EST PRÉSENTÉ
SUR LE SITE DE LA FICD : WWW.FICD.CH, RUBRIQUE FORMATION.